



LES ELECTIONS DE MAI 2014

Vrije Universiteit Brussel
Université Libre de Bruxelles
KU Leuven
Université catholique de Louvain
Universiteit Antwerpen

www.partirep.eu



RÉSUMÉ

L'équipe de recherche PARTIREP – un Pôle d'Attraction Interuniversitaire financé par la Politique Scientifique Fédérale – a mené une enquête de grande envergure avant et dans la foulée des élections du 25 mai 2014. L'équipe de recherche a également élaboré un Test Electoral pour chacune des élections (régionales, fédérales et européennes). Sur base des données récoltées dans le cadre de ces deux projets, PartiRep est en mesure de répondre à un certain nombre de questions liées aux élections de 2014.

Les premiers résultats que nous présentons aujourd'hui paraissent dans un Courrier Hebdomadaire du CRISP et dans le dernier numéro de Samenleving en Politiek. Une analyse complète et approfondie paraîtra sous la forme d'un livre en mai 2015.

Les résultats les plus intéressants sont les suivants :

- Entre les élections de 2010 et de 2014, 41% des électeurs ont voté pour un parti différent. C'est un pourcentage particulièrement grand.
- Les mouvements des électeurs ont mené en Flandre à une concentration autour de la N-VA et à une fragmentation de la gauche en Wallonie.
- Les électeurs flamands et wallons ne se différencient pas en terme de satisfaction envers le fonctionnement de la démocratie et envers la politique menée par le gouvernement fédéral sortant.
- La confiance envers les gouvernements régionaux a diminué, et est bien moins grande en Wallonie que la confiance envers le gouvernement fédéral. La confiance envers l'Europe est aussi bien moins importante en Wallonie.
- Les électeurs insatisfaits ont principalement voté pour le PTB-GO/PVDA, le Vlaams Belang et la N-VA. Les électeurs wallons – en général moins satisfaits que les électeurs flamands – sont donc moins bien mobilisés par leurs partis.
- Les opinions publiques flamandes et wallonnes ne se différencient pas systématiquement sur les grandes lignes du débat politique. Sur de nombreuses propositions du Test électoral, les deux électors se rapprochent fortement. Pour un certain nombre de propositions – comme le gel des salaires – ils se différencient fortement.
- Sur le plan idéologique, on ne peut plus dire que les familles politiques existent toujours. Sur base de leurs réponses aux propositions du Test électoral, les partis frères ne sont plus les partenaires les plus proches. Le CD&V est plus proche de la N-VA que du cdH. Le PS est plus en accord avec Ecolo qu'avec le sp.a.
- Les coalitions régionales qui ont été formées sont, sur le plan idéologique, très cohérentes. La coalition wallonne est sur ce point la meilleure possible. La coalition flamande est la deuxième plus cohérente, et aurait été, sans l'Open VLD, la plus cohérente.

LA MÉTHODE

Les résultats de l'enquête qui sont été présentés aujourd'hui reposent sur deux types de données : une enquête sur les électeurs et le Test électoral.

L'enquête auprès des électeurs s'est déroulée en deux vagues lors desquelles le même groupe d'électeurs a été interrogé. La première vague de l'enquête s'est déroulée de mars à mai 2014 par le biais d'entretiens en face à face d'une durée moyenne d'une heure avec 1001 électeurs flamands et 1018 électeurs wallons (pour des raisons budgétaires, les électeurs bruxellois n'ont pas pu être interrogés). Lors de la deuxième vague, qui s'est déroulée entre le 26 mai et la fin du mois de juin 2014, 1532 électeurs ont été interrogés pour la deuxième fois (826 en Flandre et 706 en Wallonie). Chaque participant à l'enquête a reçu une brochure avec toutes les listes et tous les candidats pour lesquels il/elle pouvait voter. Cela nous a permis de mesurer très précisément comment les citoyens ont voté lors des différentes élections (européennes, fédérales et régionales). L'enquête électorale nous a fourni une grande quantité de données qui ne traitent pas seulement du comportement de vote lors des dernières élections, mais aussi, par exemple, de l'utilisation des médias, des sentiments des citoyens envers la démocratie, des attentes des citoyens envers leurs représentants, et enfin sur leurs positionnements idéologiques et philosophiques.

L'échantillon initial de l'enquête a été tiré de manière totalement aléatoire dans le Registre national. Cette technique d'échantillonnage est la seule qui permette d'avoir un échantillon réellement représentatif de la population, et qui, par exemple, n'est pas biaisée par le fait que les personnes doivent être raccordées à internet ou au téléphone. Seuls les électeurs sélectionnés de cette manière ont pu être interviewés, même s'il a fallu plusieurs tentatives pour les rencontrer chez eux.

Le travail de terrain a été mené par TNS pour le compte de PARTIREP.

L'équipe PARTIREP a également développé, lors des élections de 2014, un Test électoral / Stemtest en collaboration avec la RTBF et la VRT ainsi qu'avec La Libre, la Dernière Heure et De Standaard. Le Test électoral a été développé pour les élections européennes, pour les élections fédérales et pour les élections régionales à Bruxelles, en Wallonie et en Flandre. Les différents Tests ont été lancés 5 semaines avant les élections et ont été faits plus de 2,7 millions de fois. Les différents Tests nous ont fourni des informations sur les positionnements des différents partis politiques sur pas moins de 262 propositions politiques. Les opinions des citoyens sur ces mêmes propositions ont été mesurées à l'aide d'un échantillon représentatif de 1000 électeurs à Bruxelles, en Wallonie et en Flandre. Cela nous a permis de comparer mutuellement les partis et les électeurs et d'évaluer les degrés de proximité entre les partis et leurs électeurs.

L'ÉQUIPE

Cette enquête a été menée par le Pôle d'Attraction Interuniversitaire PARTIREP, dont l'acronyme désigne '*Participation et représentation dans les démocraties contemporaines*' (www.partirep.eu). Les Pôles d'Attraction Interuniversitaires (PAI) sont des réseaux d'universités financés par la Politique Scientifique Fédérale et qui ont la chance de pouvoir mettre en place des projets de recherche de grande envergure. Ce PAI rassemble les départements de sciences politiques de la Vrije Universiteit Brussel, de l'Université Libre de Bruxelles, de la KU Leuven, de l'Université Catholique de Louvain et de l'Universiteit Antwerpen. Les universités de Leiden et de Mannheim font également partie du réseau. Une cinquantaine de politologues unissent leurs forces et leurs expertises dans l'équipe PARTIREP. Comme son nom l'indique, PARTIREP étudie les différents aspects du fonctionnement des démocraties modernes : appartenance à un parti, participation politique, confiance politique, représentation politique, personnalisation de la politique, renouveau démocratique, Cela se fait par le biais de nouvelles données collectées entre autres dans le cadre de l'enquête électorale susmentionnée, du Test électoral et d'une enquête auprès de tous les candidats aux élections européennes, fédérales et régionales.

L'équipe PARTIREP a déjà publié plusieurs livres sur les élections de 2009 et sur les élections communales de 2012. Un livre sur les élections de 2014 paraîtra en mai 2015.

PILET, Jean-Benoit, Marc HOOGHE, Ruth DASSONNEVILLE & Sofie MARIEN (eds.) (2014) *L'électeur local. Une analyse des comportements électoraux lors des élections communales du 14 octobre 2012*. Brussels: Editions de l'Université de Bruxelles.

DASSONNEVILLE, Ruth, Marc HOOGHE, Sofie MARIEN & Jean-Benoit PILET (eds.) (2013) *De lokale kiezer. Het kiesgedrag bij de Belgische gemeenteraadsverkiezingen van oktober 2012*. Brussels: Academic & Scientific Publishers.

DESCHOUWER, Kris, VERTHE, Tom & RIHOUX, Benoît (2013), *Op zoek naar de kiezers. Lokale partijafdelingen en de gemeenteraadsverkiezingen van oktober 2012*, Brussel: Academic and Scientific Publishers

DESCHOUWER, Kris, DELWIT, P., HOOGHE, M. & WALGRAVE, S. (2010), *De stemmen van het volk. Een analyse van het kiesgedrag op 7 juni 2009 in Vlaanderen en Wallonië*, Brussel: VUB Press

DESCHOUWER, Kris, DELWIT, P., HOOGHE, M. & WALGRAVE, S. (2010), *Les voix du peuple. Le comportement électoral au scrutin du 7 juin 2009*, Editions de L'ULB

LES (TRES GRANDS) TRANSFERTS DE VOIX

Ruth Dassonneville (KU Leuven) & Pierre Baudewyns (UCL)

A première vue, les élections du 25 mai 2014 ne se caractérisent pas par d'importants transferts de voix: des gains pour la N-VA et des pertes pour le Vlaams Belang. Selon l'enquête de PARTIREP cependant il apparaît que plus de 40% des électeurs ont "changé de parti" entre 2010 et 201.

Volatilité

Les élections du 25 mai 2014 n'ont pas été, dans les résultats, marquées par beaucoup de changements. En Flandre, en particulier, il n'y a pas vraiment de changement dans l'ordre d'importance des forces politiques par rapport aux élections de 2010 même si le Vlaams Belang a perdu 6,8 pour cent des voix, tandis que la N-VA a gagné 4,4 pour cent des voix en plus par rapport à 2010. En Région wallonne, ce sont les libéraux qui ont remporté le plus (si l'on additionne le FDF et le MR pour comparer par rapport à 2010, ils ont gagné 6,0 pour cent de voix en plus) et c'est le PS qui a été le plus grand "perdant" (moins 5,6 pour cent). À première vue, les élections de mai 2014 ont donc principalement été une consolidation de 2010. En effet, les rapports de force entre les partis ont été "fixés" par rapport aux dernières élections fédérales, ce qui peut, en soi, constituer une situation exceptionnelle si l'on se souvient de la longue période de crise politique qui avait suivi les élections de l'époque et la mise en place du gouvernement Di Rupo après plus de 500 jours de crise. Tout cela semble avoir eu peu d'influence sur les préférences des électeurs.

Sous la surface ...

Sur la base de l'enquête électorale PARTIREP, nous pouvons également examiner, au niveau individuel, les transferts de voix entre les partis qui se cachent, à première vue, derrière cette grande stabilité. Les personnes ayant participé à l'enquête électorale ont été interrogés sur le parti qu'ils ont choisi lors des élections fédérales de 2010 et celles de 2014. Notre analyse montre que pas moins de 41 pour cent des électeurs qui ont participé à l'élection de mai, ont

choisi un autre parti en 2014 par rapport à l'élection de 2010. Le pourcentage réel des personnes ayant changé de vote entre 2010 et 2014 est probablement encore plus élevé, car tous les individus ne se sont pas correctement souvenus du parti pour lequel ils ont voté en 2010. Mais le chiffre de 41 pour cent est en tout cas beaucoup plus élevé que les pourcentages observés dans les enquêtes électorales similaires des années 1980 et 1990. Il apparaît donc que les électeurs sont de moins en moins fidèles à un parti et changent plus facilement leur choix partisan d'une élection à l'autre. À remarquer: la même tendance est observable aussi bien en Flandre qu'en Wallonie ce qui nous permet de conclure que la loyauté à un parti caractérise de moins en moins notre pays et certainement notre époque.

Si on analyse juste les résultats de l'élection, peu de changements ont caractérisé les élections de mai. Le Vlaams Belang et LDD ont perdu alors que la N-VA a gagné des électeurs ; auprès de Groen, SP.a, CD&V et Open VLD, les changements sont très limités, ce qui donne l'impression que les résultats de ces partis sont restés relativement stables. Toutefois, l'enquête électorale PARTIREP montre que ces partis ont, relativement, perdu de grand nombre d'électeurs mais que ces pertes ont été, en même temps, compensées par l'attrait de nouveaux électeurs.

Les chiffres montrent que la N-VA a, en effet, bien « travaillé » sur tous les fronts. Tout d'abord, le parti a réussi à maintenir son électorat : environ trois quart des électeurs de la N-VA en 2010 sont restés fidèles à ce parti, ce qui permet aux nationalistes flamands d'avoir, de loin, l'électorat le plus fidèle. À l'inverse, le Vlaams Belang a l'électorat le moins fidèle: seulement un tiers des électeurs en 2010 est resté fidèle au parti. En revanche, près de la moitié de tous les électeurs du Vlaams Belang ont modifié leur vote en faveur de la N-VA. Cependant, les nationalistes flamands n'ont pas seulement attiré des voix auprès du Vlaams Belang mais également auprès de l'Open VLD et du CD&V. Ces partis ont pu, plus ou moins, maintenir leur score électoral par l'attrait de nouveaux électeurs. Groen, SP.a, CD&V et Open VLD ont, seulement, conservé entre cinquante et soixante pour cent de leurs électeurs de 2010. La matrice de transition montre que la force de la N-VA se trouve dans sa capacité à attirer les électeurs de presque tous les partis politiques alors qu'elle a perdu des électeurs de manière limitée (tableau 1).

Tableau 1. Matrice de transition – Transferts électoraux en Flandre

	<i>2014</i>							
	CD&V	Groen	N-VA	sp.a	Vlaams Belang	Open VLD	Autres	Blanc-Nul
<i>2010</i>								
CD&V	58,9%	---	17,5%	5,1%	---	11,7%	---	---
Groen	8,3%	62,5%	4,2%	6,3%	---	6,3%	12,5%	---
N-VA	9,2%	----	72,8%	4,4%	---	7,8%	---	---
sp.a	7,3%	10,4%	6,3%	59,4%	---	4,2%	9,4%	---
Vlaams Belang	--	--	44,4%	---	30,6%	11,1%	---	8,3%
Open VLD	3,3%	5,5%	29,7%	4,4%	---	52,8%	3,3%	---
Autres	28,6%	---	14,3%	---	---	14,3%	28,6%	14,3%
Blanc-Nul	6,1%	6,1%	45,5%	6,1%	3,0%	15,2%	6,1%	12,1%
Total	18,3%	8,3%	36,9%	12,7%	2,8%	14,8%	4,7%	1,5%

Source: PartiRep sondage électoral 2014. Données non pondérées. Uniquement les individus ayant le droit de vote en 2010 (+18 ans). Les pourcentages inférieurs à 3% ne sont pas repris

Tableau 2. Matrice de transition – Transferts électoraux en Wallonie

<i>2014</i>		cdH	Ecolo	FDF	MR	PS	PTB-Go!	Autres	Blanc-Nul
<i>2010</i>									
cdH	68.3%	3.7%	---	13.4%	8.5%	---	---	---	---
Ecolo	10.3%	52.6%	3.8%	5.1%	15.4%	6.4%	5.1%	---	---
MR	14.4%	---	2.3%	65.2%	5.3%	3.8%	7.6%	---	---
PS	6.6%	---	---	5.1%	69.2%	9.6%	5.1%	---	---
PTB-Go	---	---	---	22.2%	---	77.8%	---	---	---
Autres	---	---	---	21.2%	---	9.1%	60.6%	---	---
Blanc-Nul	13.2%	5.3%	---	21.1%	31.6%	---	10.5%	13.2%	---
Total	17.7%	9.3%	2.1%	22.5%	30.9%	7.0%	8.8%	1.8%	---

Source: PartiRep sondage électoral 2014. Données non pondérées. Uniquement les individus ayant le droit de vote en 2010 (+18 ans). L'échantillon des électeurs ayant voté pour le FN est trop petit pour une analyse au niveau individuel. Ces électeurs ont été intégrés dans la catégorie "Autre". Les pourcentages inférieurs à 3% ne sont pas repris.

En Wallonie, Ecolo a l'électorat le moins fidèle. Seulement un peu plus de la moitié (52,6%) des électeurs de 2010 ont encore voté pour les écologistes en 2014 (voir le tableau 2). La fragmentation de la gauche en Wallonie est également observable lorsque nous nous concentrons sur les cas du PS et du PTB-GO! Près d'un sur dix électeurs PS de 2010 a voté, en 2014, pour le PTB-Go! Le MR est le parti qui attire des électeurs dans tous les partis alors qu'Ecolo peine à attirer de nouveaux électeurs.

Conclusion

Bien que l'impact potentiel des «électeurs indécis» a été fortement souligné au cours de la campagne, les changements nets entre 2010 et 2014 semblent être assez limités si on ne considère que les résultats des urnes. Derrière cette façade de relative stabilité des électeurs, il y a des transferts substantiels de voix : plus de quatre électeurs sur dix ont voté, en 2014, pour un autre parti qu'en 2010. Ces changements sont à peine visibles parce que le passage des électeurs d'un parti à un autre s'est fait entre des partis idéologiquement connexes. Ce que nous observons en 2014, c'est que la N-VA a pu attirer de nombreux électeurs situés au (centre-)droit alors qu'en Wallonie la gauche se fragmente. Nous concluons donc : «Il est clair que ni en Wallonie ni en Flandre, les partis peuvent encore s'appuyer sur des électeurs fidèles. Le temps d'un grand et large parti populaire est bel et bien terminé. Ce lien entre le parti et des électeurs est de plus en plus ténu, ce qui signifie également que de nombreux électeurs structurels deviennent "disponibles" sur le marché électoral. Ensuite, de nombreux facteurs déterminent le parti que ces électeurs choisissent finalement: la personnalité du candidat, apparitions dans les médias, les incidents au cours de la campagne, ... La politique est donc beaucoup plus volage que ce à quoi nous étions habitués dans le passé".

LA CONFIANCE ENVERS LES INSTITUTIONS

Marc Hooghe (KU Leuven) & Emilie van Haute (ULB)

La question de la satisfaction et de la confiance des citoyens envers leurs institutions est une question cruciale en démocratie. Le scrutin du 25 mai 2014 a constitué un moment important par rapport à cette question de satisfaction et de confiance. Il a fait suite à deux longues crises institutionnelles, et une crise économique et financière profonde. Il a également été l'occasion pour les électeurs de pouvoir marquer leur position par rapport aux différents gouvernements en place. L'enquête PARTIREP permet d'analyser plusieurs questions liées à la satisfaction et à la confiance des citoyens.

Les citoyens sont-ils satisfaits du fonctionnement de la démocratie en Belgique ? Existe-t-il des différences entre Flandre et Wallonie sur cette question ?

Dans les deux régions, les électeurs se positionnent en moyenne sur un score un peu en-deçà de la position « assez satisfait ». On ne constate aucune différence entre régions quant au degré de satisfaction moyen des électeurs par rapport au fonctionnement de la démocratie. On ne peut dès lors pas conclure qu'une des deux régions porterait un regard plus critique sur la démocratie en général.

Les citoyens sont-ils plus satisfaits et accordent-ils davantage leur confiance dans les institutions les plus proches d'eux (région), par rapport aux institutions plus éloignées (fédéral et Europe) ? Y a-t-il des différences marquées entre régions, avec des électeurs moins satisfaits et moins confiants en Flandre qu'en Wallonie ?

On constate que la question de la satisfaction et de la confiance se pose de manière plus cruciale envers l'Union européenne, qui récolte les scores de satisfaction et de confiance les plus bas, tant en Wallonie qu'en Flandre. Cela confirme l'idée assez répandue de problème de légitimité de l'UE, même dans un pays dit europhile comme la Belgique.

Second constat, l'électorat wallon obtient des scores moyens plus bas que l'électorat flamand, tant sur la question de la satisfaction que sur celle de la confiance. Ce degré moyen de satisfaction et niveau moyen de confiance plus bas en Wallonie qu'en Flandre vont à l'encontre de certaines idées reçues. Il existe en Wallonie un terreau *a priori* plus propice qu'en Flandre pour l'expression d'une insatisfaction ou d'un manque de confiance.

Ces différences entre régions se marquent en particulier envers les institutions régionales et les partis politiques. Les électeurs wallons tendent à évaluer plus négativement leurs institutions régionales (parlement et gouvernement) et les partis qui les incarnent que les électeurs flamands.

En revanche, les électeurs wallons et flamands ne diffèrent pas dans leur évaluation du gouvernement fédéral et du parlement fédéral. Les dynamiques différentes entre régions s'expliquent surtout par les scores plus bas de l'électorat wallon par rapport au gouvernement régional.

Degré de satisfaction envers les gouvernements

		Total	Régions		
			Wallonie	Flandre	Différence significative
Satisfaction (1-5)	Gouvernement régional	3,21	3,02	3,40	***
	Gouvernement fédéral	3,08	3,08	3,09	
	Union européenne	2,83	2,67	2,99	***
	Moyenne	3,04	2,92	3,16	***

Partirep 2014. Données non pondérées ; Echelle de satisfaction : (1) très insatisfait à (5) très satisfait

* p<0,05 ; ** p<0,01 ; *** p<0,001

Niveau de confiance envers diverses institutions

		Total		Régions		
		2014	2009	Wallonie	Flandre	Différence significative
Confiance (0-10)	Police	5,75	-	5,63	5,87	**
	Mouvements sociaux	5,38	-	5,16	5,59	***
	Gouvernement régional	5,36	5,78	5,04	5,69	***
	Parlement régional	5,31	5,60	5,02	5,61	***
	Gouvernement fédéral	5,13	5,07	5,15	5,11	
	Parlement fédéral	5,09	5,08	5,05	5,12	
	Union européenne	4,86	-	4,70	5,04	***
	Justice	4,80	-	4,92	4,68	*
	Mandataires politiques	4,57	4,66	4,54	4,59	
	Partis politiques	4,47	4,53	4,24	4,71	***
	Médias	4,32	-	4,17	4,47	*
	Moyenne	5,01	5,13	4,88	5,15	***

Partirep2009 et 2014. Données non pondérées ; Echelle de confiance : (0) pas du tout confiance à (10) confiance totale ; * p<0,05 ; ** p<0,01 ; *** p<0,001

Est-ce que ces questions de satisfaction et de confiance jouent sur les comportements électoraux et guident le choix des électeurs ? Comment votent les électeurs moins satisfaits ou moins confiants ?

On constate que l'électorat des partis diffère en termes de niveaux de satisfaction et de confiance. Les attitudes (satisfaction et confiance) ne se répartissent pas de manière équilibrée entre les électorats des partis, certains de ceux-ci comportant davantage d'électeurs insatisfaits ou ayant un plus faible niveau de confiance. Tant en Wallonie qu'en Flandre, il s'agit de l'électorat ayant opté pour un vote blanc ou nul, mais également de l'électorat des partis situés aux extrêmes sur l'axe gauche-droite (extrême gauche ou extrême droite). Il s'agit également, en Wallonie, de l'électorat du MR et, en Flandre, de l'électorat de la N-VA.

On constate aussi que la satisfaction et la confiance jouent sur le choix électoral. C'est en Flandre que ces attitudes jouent le plus, alors que nous avons mis en évidence un terreau plus favorable en Wallonie. Nous expliquons ce paradoxe par la présence d'une offre politique différente dans les deux régions.

Satisfaction et confiance au sein de l'électorat des différents partis (Wallonie et Flandre)

		Satisfaction moyenne (1-5)	Confiance moyenne (0-10)
Wallonie	PS	3,13	5,29
	CDH	3,08	5,21
	FDF	3,03	5,18
	Écolo	2,98	5,38
	MR	2,79	4,76
	PTB-Go!	2,65	4,34
	Parti populaire	2,56	4,43
	Vote blanc ou nul	2,36	3,10
Flandre	CD&V	3,42	5,72
	SP.A	3,39	5,47
	Open VLD	3,25	5,24
	Groen	3,18	5,29
	N-VA	3,00	5,00
	PVDA+	2,90	5,01
	Vlaams Belang	2,51	4,40
	Vote blanc ou nul	2,67	3,63

PARTIREP 2014. Données non pondérées

En Flandre, l'insatisfaction s'exprime par le choix de partis qui se présentent comme expression de la protestation (N-VA, Vlaams Belang, PVDA+) ; le manque de confiance s'exprime de manière prédominante par un vote blanc ou nul. Dans le cas de la N-VA, le parti a canalisé un électorat exprimant une insatisfaction relativement ciblée envers le gouvernement fédéral et l'UE. Si l'entrée du parti au sein du groupe eurosceptique des

Conservateurs et réformistes européens au Parlement européen s'aligne sur la position de son électorat, une entrée potentielle dans le gouvernement fédéral risque de faire perdre au parti cette position de canalisateur de l'insatisfaction.

En Wallonie, l'offre politique ne parvient pas à capitaliser sur ces attitudes. Le PTB-Go! a repris pour partie le rôle de canalisateur de l'électorat insatisfait qu'a pu jouer Écolo. Il reste à voir s'il va pouvoir et vouloir occuper cette position sur l'échiquier politique.

Enfin, l'enquête met en évidence une légère tendance au déclin de la confiance des citoyens dans les institutions politiques depuis 2007. Celle-ci affecte toutefois moins le niveau fédéral que les autres niveaux de pouvoir. Cet élément, mis en parallèle avec les niveaux indifférenciés de satisfaction et de confiance envers la démocratie en général et l'Autorité fédérale en fonction de la région d'appartenance, tend à tuer dans l'œuf la thèse de l'existence de deux démocraties en Belgique. Là où les attitudes diffèrent, c'est par rapport à la satisfaction et confiance à la face aux politiques menées aux deux autres niveaux de pouvoir, en particulier au niveau régional. Cette distinction faite par les répondants entre les niveaux de pouvoir pourrait être le signe d'un fédéralisme arrivant à maturité.

OPINION(S) PUBLIQUE(S), FAMILLES POLITIQUES ET FORMATIONS DE COALITION

**Conrad Meulewaeter (UCL), Benoît Rihoux (UCL), Stefaan Walgrave (UA)
& Christophe Lesschaeve (UA)**

1. Une ou deux opinion(s) publique(s) en Belgique ?

Nos résultats montrent que, dans l'ensemble, les citoyens des deux grandes régions émettent des opinions relativement proches sur les différents enjeux qui leur ont été proposés. En effet, les Belges apparaissent très proches (moins de 5,5 % de différence) sur 11 des 30 propositions. Ce premier groupe de propositions couvre à la fois des enjeux liés au socio-économique (taxation des voitures de société), à l'éthique (adoption), à l'environnement (centrales nucléaires) et à l'immigration (repas halal dans les écoles).

À l'inverse, certaines des questions, pourtant liées aux mêmes domaines d'enjeux, ne sont pas soutenues de la même manière des deux côtés de la frontière linguistique. Le plus grand écart que nous constatons entre Wallons et Flamands sur un enjeu est de 24,2 %. Il est lié à une question socio-économique importante : le gel des salaires. Il est donc intéressant de constater que les citoyens des deux grandes régions peuvent s'entendre (très bien) sur certaines propositions, mais beaucoup moins sur d'autres. Il en va de même pour les questions liées à l'immigration, à l'environnement ou à l'éthique, que l'on retrouve à la fois dans la catégorie des propositions qui font consensus et dans celle des propositions qui suscitent plus de divergences entre Wallons et Flamands.

Il n'existe donc pas deux opinions publiques distinctes en Belgique, en ce sens que Wallons et Flamands ne s'opposent pas systématiquement sur certains domaines d'enjeux. Par contre, ils peuvent s'opposer sur certaines questions précises, amenées au devant de la scène dans une communauté linguistique ou dans l'autre.

2. Existe-t-il encore des familles politiques ?

La question des familles politiques a récemment été mise au devant de la scène, entre autre suite à la formation du gouvernement fédéral qui ne respectera peut-être pas cette règle tacite de la politique belge. Sur base de 124 propositions et des réponses fournies par les partis, nous avons tenté de voir si, sur le plan idéologique, les familles politiques existaient toujours.

Tableau 1 : Proximité/distance des partis sur 124 propositions sélectionnées

	CDH	Écolo	MR	PS	FD	CD&V	Groen	Open VLD	SP.A	N-VA
CDH		69 %	77 %	73 %	75 %	58 %	60 %	59 %	69 %	58 %
Écolo	69 %		60 %	76 %	66 %	54 %	76 %	45 %	68 %	40 %
MR	77 %	60 %		65 %	66 %	60 %	52 %	66 %	55 %	59 %
PS	73 %	76 %	65 %		65 %	64 %	73 %	55 %	69 %	46 %
FD	75 %	66 %	66 %	65 %		56 %	61 %	53 %	65 %	51 %
CD&V	58 %	54 %	60 %	64 %	56 %		64 %	60 %	65 %	68 %
Groen	60 %	76 %	52 %	73 %	61 %	64 %		53 %	77 %	46 %
Open VLD	59 %	45 %	66 %	55 %	53 %	60 %	53 %		50 %	67 %
SP.A	69 %	68 %	55 %	69 %	65 %	65 %	77 %	50 %		52 %
N-VA	58 %	40 %	59 %	46 %	51 %	68 %	46 %	67 %	52 %	

Les résultats ci-dessus montrent que si la logique des familles subsiste dans une certaine mesure en termes de proximité programmatique, elle est à présent assez brouillée. Le constat le plus notable est que les deux partis qui, historiquement, ont longtemps joué un rôle de pivot (l'ex-PSC et l'ex-CVP, actuels CDH et CD&V) se sont considérablement distanciés. Plus généralement, on peut considérer que la structuration en familles partisanes n'est plus prioritaire, puisqu'il n'existe plus de situation dans laquelle un parti donné serait clairement et nettement plus proche de son parti frère que de tout autre parti.

3. Des coalitions régionales idéologiquement « naturelles » ?

La question de la formation des coalitions a animé l'actualité politique depuis le lendemain des élections du 25 mai 2014. En analysant de plus près les *minimum winning coalitions*, nous constatons des degrés de proximité très différents en fonction des partis qui les composent. Les coalitions régionales choisies sont-elles les plus cohérentes sur le plan idéologique ?

Tableau 2 : Coalitions possibles en Wallonie

	Proximité idéologique		Nombre de sièges au Parlement wallon
	Nombre de propositions communes	en %	
PS/CDH	44 / 56	78,6	43 / 75
PS/MR	36 / 56	64,3	55 / 75
MR/CDH/Écolo	31 / 56	55,4	42 / 75

En ce qui concerne la Wallonie, on observe tout d'abord qu'il n'y a que trois coalitions minimales gagnantes, ce qui limite donc les alternatives pour le parti étant à la manœuvre (en l'occurrence, le PS). Ensuite, la majorité qui a été effectivement formée est celle qui assure la proximité idéologique la plus élevée entre les deux partenaires.

Tableau 3 : Coalitions possibles en Flandre

	Proximité idéologique		Nombre de sièges au Parlement flamand
	Nombre de propositions communes	en %	
N-VA/CD&V	38 / 57	66,7	70 / 124
N-VA/CD&V/Open VLD	26 / 57	45,6	89 / 124
CD&V/Open VLD/ SP.A	20 / 57	35,1	64 / 124
N-VA/Open VLD/Groen	17 / 57	29,8	72 / 124
N-VA/Open VLD/SP.A	16 / 57	28,1	80 / 124
N-VA/SP.A/Groen	4 / 57	7,0	71 / 124

La configuration en Flandre diffère assez fortement. D'emblée, on note le nombre plus élevé de combinaisons possibles. On constate également que la coalition formée en fin de compte inclut l'Open VLD, qui n'est pas numériquement indispensable ; contrairement au cas wallon, il ne s'agit donc pas d'une coalition minimale gagnante. Cependant elle apparaît assez congruente idéologiquement (et en tout cas nettement plus congruente que toutes les combinaisons qui auraient inclus le SP.A et/ou Groen).

Tableau 4 : Coalitions possibles en Région de Bruxelles-Capitale : groupe linguistique français

	Proximité idéologique		Nombre de sièges au Parlement bruxellois
	Nombre de propositions communes	en %	
PS/MR	37 / 53	69,8	39 / 72
MR/CDH/FDF	35 / 53	66,0	39 / 72
PS/CDH/FDF	33 / 53	62,3	42 / 72
PS/CDH/Écolo	30 / 53	56,6	38 / 72
PS/Écolo/FDF	26 / 53	49,1	41 / 72
MR/Écolo/FDF	24 / 53	45,3	38 / 72

Dans le contexte bruxellois francophone, le nombre de combinaisons potentielles apparaît également assez élevé. La coalition qui s’est formée en fin de compte apparaît assez logique pour au moins trois raisons. *Primo*, le PS étant à la manœuvre (en tant que plus grand parti) et ayant d’abord annoncé la coalition wallonne (PS/CDH), il est logique qu’il prolonge également une coalition avec le CDH à Bruxelles. *Secundo*, la reconduction de la majorité sortante (PS/CDH/Écolo) aurait été arithmétiquement possible, mais Écolo était perdant et non demandeur. *Tertio*, dans ces circonstances, le choix des FDF comme troisième partenaire est celui qui, du point de vue PS, assure la meilleure proximité idéologique tout en évitant le MR.

Tableau 5 : Coalitions possibles en Région de Bruxelles-Capitale : groupe linguistique néerlandais

	Proximité idéologique		Nombre de sièges au Parlement bruxellois
	Nombre de propositions communes	en %	
N-VA/CD&V/Open VLD	32 / 53	60,4	10 / 17
N-VA/SP.A/Groen	28 / 53	52,8	9 / 17
Open VLD/CD&V/Groen	26 / 53	49,1	10 / 17
Open VLD/SP.A/Groen	25 / 53	47,2	11 / 17
N-VA/Open VLD/Groen	24 / 53	45,3	11 / 17
CD&V/Open VLD/SP.A	24 / 53	45,3	10 / 17
N-VA/Open VLD/SP.A	23 / 53	43,4	11 / 17

Du côté bruxellois néerlandophone, l’élément le plus marquant est que la N-VA a été écartée, alors qu’elle figurait en principe parmi les deux combinaisons minimales gagnantes les plus congruente idéologiquement. La coalition qui s’est dégagée *in fine* reste néanmoins relativement logique, car il est probable que les partenaires francophones auraient opposé un veto à l’arrivée de la N-VA au pouvoir à Bruxelles.

Si l’on considère chacune de ces quatre coalitions formées, on peut conclure qu’aucune d’entre elles n’est « contre-nature », mais que seule la coalition wallonne (PS/CDH) assure une combinaison qui soit à la fois minimale gagnante et la plus congruente idéologiquement.